

Démocratie

À L'HEURE DE LA DISSOLUTION, UNE FRANCE FATIGUÉE QUI OSCILLE ENTRE TRISTESSE ET PEUR

Stewart Chau

25/06/2024

La dissolution de l'Assemblée nationale annoncée par le président de la République le 9 juin dernier a provoqué dans le pays des émotions fortes, comme le montrent **les résultats d'une enquête inédite pour la Fondation et *L'Opinion*. Au-delà des rapports de force politiques qui se dessinent, Stewart Chau, directeur d'études à Verian, plaide pour que ce temps politique nous engage à analyser cette séquence au prisme de ces émotions, lesquelles déterminent plus que jamais nos actions et, par conséquent, nos choix à venir.**

[Découvrez les résultats complets de l'enquête](#)

« Êtes-vous fou ? », demande *Le Figaro magazine* au président de la République dans une interview en date du 11 juin dernier¹. Le même président qui réagissait en marge du G7 aux scores calamiteux de son camp aux européennes : « Ça ne m'a pas fait plaisir dimanche. Ça fait sept ans que je travaille comme un fou pour que le pays aille mieux et qu'il avance. Je l'ai pris pour moi (...) évidemment que ça m'a touché »², laissant croire alors que le souhait de dissolution procédait d'abord d'une réaction émotionnelle à cette défaite cuisante.

Une logique irrationnelle donc pour un président qui aurait agi par émotion, lui qui pourtant a fait du pragmatisme rationnel son unique mode d'action depuis sept ans... Tout cela dit beaucoup du nouveau temps politique, aussi bouleversé que bouleversant, dans lequel nous sommes, avec le président, tous entrés. À bien des égards, la dissolution a provoqué dans le pays des émotions fortes. Au-delà des rapports de force politiques qui se dessinent, ce temps politique nous engage à analyser cette séquence au prisme de ces émotions, lesquelles déterminent plus que jamais nos actions et, par conséquent, nos choix à venir.

Quelles sont donc les émotions exprimées par les Français dans ce moment si incertain ? Et quelles en seront les conséquences ?

« Fatigue », « colère », « tristesse » et « peur » : voici le quatuor des émotions qui traversent actuellement la France. C'est dans ce paysage que s'inscrit cette campagne des législatives, avec, notons-le, un clivage moins politique et socioéconomique que générationnel. En effet, les perceptions divergent surtout selon l'âge, avec des jeunes (moins de 35 ans) bien plus positifs, ressentant de l'espoir, de la joie et même une pointe de fierté. Alors que « colère » et « tristesse » dominent très largement auprès de leurs aînés.

Dans ce contexte, la dissolution n'aide pas vraiment à retrouver le chemin de la sérénité. D'abord, cette décision touche à notre fierté nationale, déjà fragile. La dissolution, pour les Français, c'est d'abord « une mauvaise image pour la France à l'international qui contribue à son affaiblissement », peu flatteur à quelques semaines des Jeux olympiques de Paris. C'est aussi « la décision d'un président de la République irresponsable » qui nous oblige ainsi à « tous sauter dans un inconnu inquiétant ».

Cette séquence impacte donc considérablement le moral des Français. Près de la moitié (47%) se disent moins sereins depuis la dissolution et 39% se disent même davantage angoissés. D'ailleurs, la clarification que le président appelait de ses vœux avec cette dissolution ne semble, pour l'heure, pas du tout produire d'effets. Près d'un tiers des Français se disent davantage perdus depuis la dissolution. Pire, le président semble perdre ses propres électeurs : 40% se disent davantage perdus et ils ne sont d'ailleurs pas plus épargnés par le climat anxieux, puisque 55% d'entre eux se disent plus angoissés depuis l'entrée dans cette ère si incertaine.

Dans un pays miné par les inquiétudes voire le pessimisme, depuis le 9 juin dernier, 34% des Français se disent même moins heureux. Dans une logique d'extrapolation, c'est près de 18 millions de Français qui auraient perdu un peu de joie de vivre.

Les Français sont donc partagés sur ces élections législatives, oscillant entre « peur » et pointe d'« espoir ». L'espoir d'une alternative enfin possible pousse surtout les oppositions, notamment les sympathisants du Rassemblement national (RN), à y croire (52% d'espoir suscité). Chez les électeurs de gauche, la peur défie clairement l'espoir porté par l'alliance des gauches, encore impensable pour certains, et rendue possible par le Nouveau Front populaire (NFP). Fait frappant, du côté de la majorité, 42% ressentent de l'espoir (première émotion citée) à l'occasion de ces législatives, comme si, pour eux, il fallait en passer par là pour redonner un peu d'élan à la politique présidentielle en perte de repères et à bout de souffle. La force de la prophétie autoréalisatrice ?

Pourtant, la défaite de la majorité présidentielle n'a pas vraiment ému les Français. Au contraire, elle semble avoir plutôt suscité « satisfaction » voire, pire encore, « indifférence », ce qui dit

beaucoup du doute très clairement installé au sujet du projet macroniste.

Le mariage Les Républicains (LR)-RN constitue l'alliance de la « honte » et de la « colère » pour les Français. Ce sont les deux émotions dominantes exprimées par l'union scellée par Éric Ciotti avec le parti d'extrême droite. Après des sympathisants LR, cette alliance procure de l'espoir (34%) et de la « satisfaction » (31%) bien plus que « colère » (18%) ou de la « honte » (21%). L'électorat traditionnel de LR, hermétique à cette union « contre nature », ne semble plus représenté que par les ténors unanimement offusqués de cette alliance, les autres semblant avoir déserté.

Du côté de la réception du Nouveau Front populaire, « honte » et « colère » sont aussi de mise pour les Français dans leur ensemble. Là encore, l'espoir domine uniquement auprès des sympathisants de gauche (50%), suivi de près par la satisfaction (32%) et même un sentiment de fierté (21%). Un électorat miné par les divergences qui voit dans la capacité de ses courants de gauche à s'allier autour d'une bannière commune l'espoir d'une alternative possible, enfin.

Alternative espérée pour certains, peu crédible pour beaucoup. Qui aurait à perdre ou à gagner de la victoire de la gauche ou du RN ?

Alors que l'idée d'une victoire du RN semble déjà bien installée dans les intentions de vote, elle génère surtout de la « peur » et de la « honte » pour les Français. Dans le cas d'une victoire de la gauche, ce n'est pas mieux puisque, dans cette hypothèse, la « peur » et le « désespoir » dominent clairement. Bref, des deux blocs en tête des sondages, aucun ne semble incarner un projet désirable pour l'avenir.

Sommes-nous face à des élections de toutes les défaites ? En cas de victoire du RN, 30% des Français disent avoir tout à gagner (essentiellement les catégories sociales moins favorisées, les habitants des territoires ruraux et des petites villes), c'est 17% si la gauche l'emportait (un sentiment surtout porté par les habitants de l'agglomération parisienne) et 15% si la majorité présidentielle se maintenait. Autant dire que personne ne s'estime vraiment gagnant de ces élections, quel que soit le résultat. Mais c'est en cas de victoire de la gauche que le plus de Français disent avoir à perdre : ils sont 47% à le penser.

Ces élections législatives donneront lieu à un nouveau paysage politique rendant compte des différents rapports de force idéologiques qui traversent notre pays. Mais derrière ces élections se joue surtout l'enjeu des prochaines années qui consistera à mieux concilier nos émotions collectives, à les entendre, à leur juste place. Reconnaître celles des uns et des autres pour mieux s'adresser, mieux débattre, mieux confronter, mieux s'opposer et, peut-être, mieux nous

comprendre. Parce que les émotions se construisent dans l'interaction avec l'autre, il est important de les analyser avant tout pour faire à nouveau du lien et mieux faire société.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

1. Carl Meeus, « Emmanuel Maron au Figaro Magazine « J'y vais pour gagner ! » », *Le Figaro Magazine*, 11 juin 2024.
2. « « Dimanche, je l'ai pris pour moi » : Emmanuel Macron « touché » par la déroute de la majorité aux européennes », *Le Parisien avec AFP*, 13 juin 2024.